

**Département des Yvelines  
Arrondissement de Saint-Germain-en-Laye**

**ARRÊTÉ MUNICIPAL**

**PORTANT OBLIGATION DE LUTTE CONTRE LES CHENILLES  
PROCESSIONNAIRES DU PIN (THAUMETOPOEA PITYOCAMPA)**

Le Maire de la Ville de Chatou,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et suivants,

Vu la loi 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement,

Vu les articles L.1311-1 et L.1311-2 du Code de la Santé Publique,

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2000 établissant la liste des organismes nuisibles aux végétaux, produits végétaux et autres objets soumis à des mesures de lutte obligatoire,

Considérant que la chenille processionnaire du pin, est de plus en plus présente en Ile-de-France, qu'une recrudescence a été constatée sur le territoire communal et qu'il convient de prévenir la progression de cette prolifération,

Considérant que les chenilles processionnaires du pin sont urticantes et peuvent à certaines périodes occasionner des troubles sur la santé publique et celle des animaux de compagnie (chiens),

Considérant que les dégâts occasionnés par la chenille processionnaire du pin sur les conifères (pins, cèdres, cyprès...) qu'elle colonise provoquent leur dépérissement à moyen terme,

Considérant qu'il y a lieu, par conséquent, de prescrire des mesures de police de nature à préserver la santé publique, celle des animaux domestiques et la protection du patrimoine arboré.

**ARRÊTE**

**Article 1 :** Les propriétaires, syndics gestionnaires de copropriétés, locataires prendront toutes les mesures nécessaires, chaque année, pour éradiquer efficacement les colonies de chenilles processionnaires du pin dans leurs arbres.

Les modes opératoires saisonniers seront les suivants :

**En automne et hiver, lutte mécanique,** dès que les nids tissés par les chenilles processionnaires du pin sont visibles :

- ils seront supprimés à l'aide d'un échenilloir télescopique, ou bien retirés par des élagueurs-grimpeurs si la coupe ne pénalise pas l'arbre, sur des branches au diamètre inférieur à 10cm. Les cocons retirés seront incinérés (tout autre mode de destruction étant proscrit). Toutes les précautions nécessaires devront être prises (lunettes, masque,

pantalon, manches longues) pour limiter les risques d'urtication.

**En automne et hiver, élimination par piégeage**, dès que les nids tissés par les chenilles processionnaires du pin sont visibles : installation de piège à procession de chenilles sur le/les troncs minutieusement posés pour supprimer tout passage des chenilles en dehors du piège, à laisser en place toute l'année, changement de sac 1 fois par an.

**Au printemps au plus tard début avril, capture des papillons mâles** par installation de pièges à phéromones sexuelles :

- installation de pièges à phéromones, à laisser en place jusqu'à la mi-octobre. La capsule de phéromones agissant environ 9 semaines, son changement est à prévoir durant l'été.

Ces dispositions seront soigneusement reconduites durant trois années successives, pour tout conifère ayant été infesté.

L'utilisation de bombes insecticides est proscrite : les chenilles même mortes restent urticantes et les oiseaux (mésanges) qui se nourrissent de ces larves ingèrent le produit en même temps que leur proie.

L'abattage des arbres infestés n'élimine pas les chenilles en nymphose dans le sol, les arbres vivants sont à garder.

L'installation de nichoirs à mésanges est un complément d'action favorable.

En cas d'accès difficile, il est recommandé de faire appel à des élagueurs-grimpeurs qualifiés (type caducée de l'arbre).

**Article 2 :** Le Directeur Général des Services, le Commissaire de Police, le Chef de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera transmis au contrôle de légalité, publié et affiché selon la réglementation en vigueur.

**Article 3 :** Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de VERSAILLES, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans les mêmes conditions de délai.

**Article 4 :** Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Police Municipale
- Police Nationale
- Centre de Secours

NOTIFIÉ, le

  
Signé par : Christian FAUR  
Date : 22/02/2017  
Qualité : Pour le Maire et par  
délégation, l'Adjoint délégué